



**Arrêté préfectoral de consultation du public n° 2024/ICPE/076
SCEA LES IRIS à Saint Père en Retz**

LE PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU le titre 1er du livre V du code de l'environnement (parties législative et réglementaire) relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment l'article R. 511-9 fixant la nomenclature des installations classées, et notamment les articles L.512-7 à L.512-7-7 et R.512-46-1 à R.512-46-30 ;

VU la demande d'enregistrement déposée le 20 octobre 2023 par la SCEA LES IRIS, en vue d'obtenir l'autorisation de procéder à la restructuration de l'élevage porcin qu'elle exploite à Saint Père en Retz ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées de la direction départementale de la protection des populations, en date du 18 décembre 2023 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2024/ICPE/024 du 25 janvier 2024 prescrivant l'ouverture d'une consultation du public du lundi 26 février au vendredi 29 mars 2024 inclus dans la mairie de Saint Père en Retz ;

CONSIDERANT que les mesures de publicité de la procédure de mise en consultation n'ont pas été respectées dans leur intégralité et qu'il convient par conséquent d'organiser une nouvelle consultation du public ;

CONSIDERANT que cet établissement soumis à enregistrement est rangé sous le numéro **2102-1** de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de procéder à la consultation du public et des conseils municipaux concernés ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} - L'arrêté préfectoral n° 2024/ICPE/024 du 25 janvier 2024 est abrogé.

ARTICLE 2 - La demande d'enregistrement présentée par la SCEA LES IRIS en vue d'obtenir l'autorisation de procéder à la restructuration de l'élevage porcin qu'elle exploite à Saint Père en Retz, fera l'objet d'une consultation du public, du mardi 2 avril au vendredi 3 mai 2024 inclus dans la mairie de Saint Père en Retz.

ARTICLE 3 - Pendant cette période, le public pourra prendre connaissance du dossier et formuler ses observations sur un registre ouvert à cet effet à la mairie de Saint Père en Retz aux jours et heures habituels d'ouverture ou les adresser au préfet, par voie postale, ou le cas échéant, par voie électronique (pref-icpe@loire-atlantique.gouv.fr) avant la fin du délai de consultation.

ARTICLE 4 - L'avis au public sera annoncé deux semaines au moins avant le début de la consultation du public par les soins du préfet et aux frais du demandeur dans les journaux « OUEST FRANCE » et « PRESSE OCEAN ».

L'avis de consultation du public, qui devra être publié en caractères apparents, précisera la nature de l'installation projetée, l'emplacement sur lequel elle devra être réalisée, le lieu, les jours et horaires où le public pourra prendre connaissance du dossier, formuler ses observations sur un registre ouvert à cet effet et adresser toute correspondance. Il indiquera l'autorité compétente pour prendre la décision d'enregistrement et précisera que l'installation peut faire l'objet d'un arrêté préfectoral d'enregistrement, éventuellement assorti de prescriptions particulières complémentaires aux prescriptions générales ou un arrêté préfectoral de refus.

Il fera l'objet d'une publicité par voie d'affichage au moins deux semaines avant la consultation du public et pendant toute la durée de la consultation par les soins du maire de Saint Père en Retz.

Il sera procédé également à un affichage par les soins des maires de Pornic et de Chauvé, communes concernées par les risques et inconvénients dont l'établissement peut être la source et dont une partie du territoire est comprise dans un rayon d'un kilomètre autour du périmètre de l'installation concernée.

L'accomplissement de cet affichage sera certifié par les maires de Saint Père en Retz, de Pornic et de Chauvé.

Le demandeur devra procéder également à l'affichage de l'avis sur le site prévu pour l'installation jusqu'à la fin de la consultation.

Cet avis et la demande de l'exploitant seront publiés sur le site internet de la préfecture, pendant une durée de quatre semaines.

ARTICLE 5 - A l'expiration du délai de consultation du public, le maire de Saint Père en Retz clôt le registre et le transmet au préfet qui y annexe les observations qui lui ont été adressées.

ARTICLE 6 - Les conseils municipaux de Saint Père en Retz, de Pornic et de Chauvé sont appelés à donner leur avis sur cette demande d'enregistrement. Cet avis ne sera pris en considération que s'il est exprimé au plus tard dans les quinze jours suivant la fin de la consultation du public.

ARTICLE 7 - Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Nazaire et les maires de Saint Père en Retz, de Pornic et de Chauvé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Saint-Nazaire, le 08 MARS 2024

Le PRÉFET,
Pour le Préfet et par délégation,
le sous-préfet de Saint-Nazaire


Eric DE WISPELAERE